

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 1924.

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi du 18 octobre 1921 relative aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. RAMAEKERS.

MESSIEURS,

Le projet de loi en discussion est dû à l'initiative parlementaire de l'honorable M. Maenhaut, qui le déposa sur le bureau de la Chambre le 19 juin 1922.

Le projet tend à apporter une *double modification* à la loi du 18 octobre 1921 relative aux traitements des commissaires de police et de leurs adjoints :

1° Rendre les augmentations de traitements *biennales* au lieu de *triennales* qu'elles sont actuellement ;

2° Les traitements des commissaires de police et de leurs adjoints ont été révisés en vertu de la loi du 18 octobre 1921 et leurs bases ont servi pour la fixation du traitement initial ainsi que pour calculer les augmentations prévues par la loi susdite.

La circulaire ministérielle interprétative du 16 décembre 1921, paragraphe 9, dit explicitement que c'est à partir du 1^{er} janvier 1921 qu'il doit être procédé à la révision des traitements d'après les bases spécifiées par la loi et *sans que ces bases puissent comporter une augmentation rétroactive quelconque* (c'est-à-dire au delà du 1^{er} janvier 1921).

Contrairement à ces dispositions, le projet de M. Maenhaut tend à *faire tenir compte de toutes les années de service passées dans la police*.

Nous faisons suivre un tableau comparatif des traitements des intéressés, obtenus après vingt-cinq années de service *sous le régime actuel* et également après vingt-cinq années de service *sous le régime de la loi amendée* dans le sens du projet Maenhaut.

(1) Proposition de loi, n° 565 de 1921-1922.

(2) La Section centrale, présidée par M. Pirmez, était composée de MM. Meysmans, Pepin, Ramaekers, Amelot, Huyshauwer, Bologne.

Communes de 5,000 habitants.	Loi actuelle.		Loi amendée.	
	fr.	Commissaires. Adjoints.	Commissaires.	Adjoints.
	fr. 5,580	4,185	6,120	4,590
5,001 à 5,000 —	6,820	5,215	7,480	5,609
5,001 à 10,000 —	8,060	6,045	8,440	6,650
10,001 à 20,000 —	9,500	6,975	10,200	7,650
20,001 à 50,000 —	10,540	7,905	11,560	8,670
50,001 à 50,000 —	11,750	8,855	12,920	9,690
Plus de 50,000 —	12,400	9,500	15,600	10,200

Il ressort de ce tableau que les finances communales ne seraient pas mises en danger par l'application de la nouvelle disposition que M. Maenhaut propose.

Aussi, ne fût-ce que pour mettre fin à une situation anormale et faire cesser à ce point de vue la discordance qui existe entre le statut des intéressés et celui de certains autres fonctionnaires communaux, les secrétaires notamment, la Section centrale s'est montrée disposée à voir remplacer les augmentations triennales par des augmentations *biennales*.

Deuxième proposition.

Avant la loi du 18 octobre 1924, les traitements des commissaires de police et ceux de leurs adjoints étaient extrêmement variables, sauf dans les grandes villes qui avaient établi des barèmes et les avaient modifiés par suite du renchérissement de la vie. L'arbitraire seul régnait.

L'importance des fonctions qu'assument les commissaires de police, gardiens de l'ordre public et de la sécurité individuelle, demande cependant de la stabilité et des garanties d'avenir.

La seconde proposition du projet soumis aux délibérations de la Section centrale tend à assurer cette stabilité et à donner ces garanties.

Le projet, en effet, tient compte aux commissaires et à leurs adjoints, pour établir le traitement initial et pour calculer les augmentations prévues des années de service *passées dans la police*.

A peine la loi du 18 octobre 1924 votée, des divergences se revêlèrent quant à son interprétation.

Pendant la discussion du projet à la Chambre, des amendements avaient été présentés, le premier par M. Maenhaut, un autre par M. Vergels.

Le premier était relatif aux augmentations, l'autre stipulait : « *Il est tenu compte des années écoulées pour le calcul des augmentations biennales* ».

M. le Ministre de l'Intérieur, combattant ces deux amendements, s'exprima en ces termes :

« D'après les conclusions de la Section centrale, et vous verrez à quel point
 » elles sont généreuses, un commissaire de police nommé à 55 ans jouira à 65 ans
 » d'un traitement de fr. 15,000
 » plus 15 fois 590 francs à titre d'augmentation triennale . fr. 8,850
 » Il bénéficiera en outre d'une indemnité de logement de . fr. 1,400
 » Ce qui lui fera un revenu total de fr. 20,250

» Il aura donc un traitement supérieur à celui de nos directeurs généraux dans
 » les administrations centrales. Et tout cela à titre de minimum légal. Je crois
 » vraiment, Messieurs, qu'il ne faut pas aller au delà, d'autant que beaucoup de
 » commissaires de police jouissent encore de certaines indemnités ou même de
 » certaines pensions, beaucoup d'entre eux étant d'anciens combattants ou d'an-
 » ciens gendarmes.

» Il me semble donc que la Section centrale leur fait bonne mesure par le
 » barème qu'elle vous propose.

» Messieurs, je conclus qu'il ne peut être question d'aggraver encore la charge
 » des communes en ajoutant aux générosités de la Section centrale, auxquelles
 » je veux bien me rallier parce qu'il s'agit de fonctionnaires infiniment dignes
 » d'intérêt et sur lequel pèsent des responsabilités très sérieuses ; il ne faut pas
 » y ajouter les largesses surrogatoires que nous propose l'honorable M. Maenhaut
 » par ses amendements.

» Si la Chambre estime qu'il peut en être décidé ainsi, nous pourrions sans
 » doute régler rapidement la question. »

Or, cette argumentation, prononcée avec la conviction chaleureuse de la plus
 entière bonne foi enlevant le vote presque unanime de la Chambre, et faisant
 échouer les amendements Maenhaut et Vergels, était basée sur un malentendu.

Il y fut répondu en ces termes :

«... qui ne voit que cette conclusion du discours de l'honorable Chef du Gouver-
 nement est inspirée du fait que le Ministre ne pouvait consentir à accorder aux
 commissaires de police des appointements dépassant 20,250 francs lorsqu'ils
 seraient arrivés à leur fin de carrière. »

De cette erreur devait résulter l'opposition du Ministre aux amendements Maen-
 haut et Vergels et finalement le rejet de ces amendements par la Chambre.

Or, la situation n'était pas ce que l'honorable Ministre pensait. Le commissaire de
 police le plus favorisé ne peut arriver par l'application de la loi Maenhaut qu'au
 traitement global de fin de carrière, c'est-à-dire à l'âge de 65 ans, de
13,000 francs soit un traitement inférieur de **7,250 francs** à celui que le
 Ministre se déclarait prêt à accepter et qu'il *venait de chiffrer erronément* à
20,250 francs.

Il est évident, reconnut M. le Ministre après le vote, quant les intéressés eurent
 pu lui donner des éclaircissements, qu'en faisant valoir dans la discussion parle-
 mentaire le chiffre de 20,250 francs, j'envisageais à côté du traitement de
 13,000 francs et de quinze augmentations triennales, une indemnité (de logement)
 de 1,400 francs. *Il est évident aussi* ajouta l'honorable Ministre *que le projet de*
loi n'a pas entendu faire abstraction des services antérieurs rendus dans la police.

M. Berryer, qui dans l'intervalle avait succédé comme Ministre de l'Intérieur, à
 M. Carton de Wiart, pressenti sur la façon dont il envisageait la situation, exprima
 le sentiment qu'il était impossible de résoudre la question par une circulaire inter-
 prétaive. C'est ainsi que la question revient devant la Chambre.

Il apparaît donc d'après les explications échangées que la discussion du projet
 initial a pu être influencée par l'erreur qui existait dans l'esprit de l'honorable
 Ministre de l'Intérieur, relativement au **montant réel** des traitements alloués par
 le projet aux commissaires de police et à leurs adjoints.

Le minimum légal de traitement le plus élevé, en effet, auquel d'après la loi de 1921 puisse atteindre un commissaire de la première catégorie (communes de plus de 50,000 habitants) est de 13,000 francs, et non de 20,250 francs.

Soit donc une différence en moins de 20,250 — 13,000 = 7,250 francs.

Or, le Gouvernement par la voix du Ministre de l'Intérieur avait consenti à se rallier à la proposition malgré que celle-ci, dans la conviction de l'honorable Ministre, allait accorder aux commissaires 7,250 francs au dessus du traitement effectivement prévu dans le projet et qu'en réalité la Chambre devait voter quelques instants après la déclaration de l'honorable Ministre.

La Section Centrale estime que ce malentendu a défavorablement pesé sur le sort des amendements Maenhaut et Vergels et elle est convaincue que la Chambre a partagé l'erreur de l'honorable Ministre.

Dès lors, ne convient-il pas de réparer cette erreur ?

La Section Centrale, à l'unanimité de ses membres, a répondu affirmativement.

Il paraît douteux cependant que la Chambre veuille se rallier à une solution qui surenchérit considérablement sur celle que notre honorable collègue, M. Maenhaut avait lui-même introduite sous forme de son amendement au projet présenté par la Commission spéciale qui avait examiné les propositions, lesquelles, dans leurs grandes lignes, sont devenues la loi du 19 octobre 1921.

A cette époque, en effet, M. Maenhaut, proposait seulement de tenir compte pour le calcul du traitement initial nouveau, du nombre des années [de service passées dans la police en qualité de commissaire ou en qualité de commissaire adjoint. Aujourd'hui il va beaucoup plus loin en voulant étendre la rétroactivité fictive à toute la carrière du commissaire ou du commissaire adjoint, y compris tous les services rendus dans la police, même ceux d'agent de police ou de garde champêtre.

Est-il rationnel d'envisager pour la fixation des traitements des commissaires de police et de leurs adjoints, des fonctions qui comportent un statut légal aussi essentiellement différent et des responsabilités bien moindres que celles qu'ils assument en cette première qualité ?

L'agent de police ou les gardes champêtres qui deviennent dans la suite commissaires de police ou adjoints renoncent par le fait même aux avantages qui sont attachés à l'emploi qu'ils quittent pour recueillir les avantages supérieurs que leur confère l'exercice des fonctions nouvelles dont ils deviennent titulaires.

La Section centrale n'a donc pas cru devoir suivre l'auteur du projet nouveau dans toute l'étendue de ce projet. Mais pour les motifs indiqués plus haut, elle a été unanime pour proposer à la Chambre d'adopter le projet, l'article premier tel qu'il a été proposé, l'article 2 amendé comme suit :

ART. 2.

La deuxième phrase de l'alinéa 6 dudit article 127bis est complétée comme suit :

« Les traitements révisés serviront

ART. 2.

De tweede volzin van lid 6 van gezegd artikel 127bis wordt aangevuld als volgt :

* De herziene jaarwedden worden

de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues ci-dessus en tenant compte des années de service passées dans la police, *en qualité de commissaire et de commissaire de police adjoint.* »

tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de bovengemelde verhoogingen te berekenen met inachtneming van de jaren dienst bij de politie, *in hoedanigheid van politiecommissaris en van adjunct-politiecommissaris.* »

Le Rapporteur,

JAN RAMAËKERS.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 FEBRUARI 1924.

Wetsvoorstel

tot wijziging der wet van 18 October 1921 betreffende de jaarwedden van de politiecommissarissen en van hunne adjuncten (1)

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER RAMAËKERS.

MIJNE HEEREN.

Het thans behandelde voorstel danken wij aan het parlementair initiatief van den heer Maenhaut, die het in de Kamer, op 19 Juni 1922, ter tafel legde.

Het voorstel heeft ten doel, eene dubbele wijziging te brengen in de wet van 18 October 1921 betreffende de jaarwedden van de politiecommissarissen en van hunne adjuncten :

1^o De weddeverhoogingen zouden om de twee jaar in plaats van om de drie jaar, zooals thans het geval is, worden toegekend ;

2^o De wedden van de politiecommissarissen en van hunne adjuncten werden herzien krachtens de wet van 18 October 1921 en hunne grondslagen dienden voor de vaststelling van de aanvangswedde, alsook voor de berekening der bij deze wet voorziene verhoogingen.

De verklarende ministerieele omzendbrief van 16 December 1921 zegt uitdrukkelijk, in zijn paragraaf 9, dat vanaf 1 Januari 1921 zal moeten worden overgegaan tot de herziening van de wedden op de bij de wet bepaalde grondslagen en *zonder dat deze grondslagen enige verhooging met terugwerkende kracht mogen voor gevolg hebben* (dat wil zeggen vóór 1 Januari 1921).

In strijd met deze bepalingen heeft het ontwerp van den heer Maenhaut ten doel, *rekening te doen houden met al de jaren dienst bij de politie*. Hieronder een vergelijkende tabel van de wedden der belanghebbenden, bekomen na vijf en

(1) Wetsvoorstel, n^o 565 van 1921-1922.

(2) De Middenafdeeling was samengesteld uit de heeren Pirmez, voorzitter, Meysmans, Pepin, Ramaekers, Amelot, Huyshauwer, Bologne.

twintig jaren dienst onder het tegenwoordige stelsel, en ook na vijf en twintig jaren dienst onder het stelsel der in den zin van het voorstel-Maenhaut gewijzigde wet.

Gemeenten van 3,000 inwoners	Huidige wet.		Gewijzigde wet.	
	Commissarissen.	Adjuncten.	Commissarissen.	Adjuncten.
fr. 5,580	4,185	6,120	4,590	
5,001 tot 5,000 —	6,820	5,215	7,480	5,609
5,001 tot 10,000 —	8,060	6,045	8,440	6,650
10,001 tot 20,000 —	9,300	6,975	10,200	7,650
20,001 tot 30,000 —	10,540	7,905	11,560	8,670
30,001 tot 50,000 —	11,750	8,835	12,920	9,690
Meer dan 50,000 —	12,400	9,300	15,600	10,200

Uit die tabel blijkt dat de gemeentefinanciën geen gevaar zouden loopen door de toepassing van de nieuwe bepaling, door den heer Maenhaut voorgesteld.

Al ware het er slechts om te doen, een einde te stellen aan een abnormalen toestand en in dit opzicht het verschil te doen ophouden, dat thans bestaat tusschen het statuut van de belanghebbenden en dit van sommige andere gemeenteambtenaren, nl. de gemeentesecretarissen, is de Middenafdeeling van meening, de driejaarlijksche verhoogingen door tweejaarlijksche te doen vervangen.

Tweede voorstel.

Vóór de wet van 18 October 1921 waren de wedden van de politiecommissarissen en die van hunne adjuncten zeer verschillend, behalve in de groote steden die wedderoosters hadden opgemaakt en deze hadden gewijzigd ingevolge de levensduurte. Overal heerschte willekeur.

De belangrijkheid van het ambt van den politiecommissaris, die waakt over de openbare orde en de individueele veiligheid, vergt nochtans stabiliteit en waarborgen voor de toekomst.

Hettweede voorstel, aan de goedkeuring van de Middenafdeeling onderworpen, wil die stabiliteit verzekeren en die waarborgen verleenen.

Inderdaad, om de aanvangswedde te bepalen en de voorziene verhoogingen te berekenen, houdt het ontwerp rekening met de dienstjaren, bij de politie doorgebracht.

De wet van 18 October 1921 was maar even aangenomen of er ontstond verschil van meening over hare toepassing.

Tijdens de behandeling in de Kamer werd een eerste amendement ingediend door den heer Maenhaut en een ander door den heer Vergels.

Het eerste betrof de verhoogingen, het ander bepaalde : « Voor de berekening der tweejaarlijksche verhoogingen worden de vroegere dienstjaren in acht genomen. »

De Minister van Binnenlandsche Zaken was het met beide amendementen niet eens en zegde :

« Uit de besluiten van de Middenafdeeling blijkt dat een politiecommissaris » op 55jarigen ouderdom benoemd, op 63jarigen ouderdom een wedde zal » hebben van fr. 15,000 » plus vijftienmaal 390 frank als driejaarlijksche verhooging . . . fr. 5,850 » Daarbij eene woonstvergoeding van fr. 1,400 » Hetzij een globaal inkomen van. fr. 20,250

» Hij zal dus eene hoogere wedde genieten dan die onzer algemeene bestuurders bij de middenbesturen. En dit alles als wettelijk minimum. Ik meen werkelijk, Mijne Heeren, dat men niet verder moet gaan, te meer daar vele politiecommissarissen buitendien nog zekere vergoedingen genieten of zelfs zekere pensioenen : velen onder hen zijn oudstrijders of gewezen gendarmen.

» Het komt mij dus voor, dat de Middenafdeeling zeer mild is met hun het voorgestelde barema te verleen.

» Mijne Heeren, ik besluit met te zeggen dat er geen sprake kan zijn, de lasten van de gemeenten nog te verhoogen met meer toe te staan dan wat de Middenafdeeling zoo mild voorstelt, en waarbij ik mij trouwens aansluit, omdat het ambtenaren geldt, die alle belangstelling verdienen en op wie eene zeer zware verantwoordelijkheid drukt; maar daarbij mag men de al te milde giften niet voegen, die de heer Maenhaut bij wijze van amendement voorstelt.

» Zoo de Kamer van meening is dat tot zoo iets kan worden besloten, dan zullen wij allicht het vraagstuk spoedig kunnen oplossen. »

Maar deze redeneering, uitgesproken met den gloed der overtuiging en een volkomen goede trouw, zoodat de Kamer eensgezind het voorstel goedkeurde en de amendementen van de heeren Maenhaut en Vergels verwierp, steunde op een misverstand.

Daarop werd geantwoord als volgt :

« ...Wie ziet niet in, dat dit besluit van de rede van het achtbaar hoofd van de Regeering steunt op het feit, dat de Minister er niet kon in toestemmen, aan de politiecommissarissen op het einde hunner loopbaan wedden toe te kennen welke 20,250 frank overschrijden? »

Die dwaling moest voor gevolg hebben, dat de Minister zich niet kon aansluiten bij de amendementen-Maenhaut en Vergels en dat deze ten slotte door de Kamer werden verworpen.

De toestand was echter anders dan de Minister daecht. De meest begunstigde politiecommissaris kan, met de toepassing van de wet-Maenhaut, slechts tot een globale eindwedde komen, dat wil zeggen op den leeftijd van 63 jaar, van 13,000 frank, dus 7,250 frank minder dan de wedde die de Minister zich bereid verklaarde toe te staan en die hij ten onrechte berekend had op 20,250 frank.

Het is blijkbaar, erkende de Minister na de stemming, wanneer de belanghebbers hem de noodige inlichtingen hadden kunnen verstrekken, dat wanneer ik in den loop van de behandeling wees op eene wedde van 20,250 frank, ik naast de wedde van 13,000 frank en vijftien driejaarlijkse verhoogingen, eene woonstvergoeding van 1,400 frank had gerekend. *Het is ook duidelijk, voegde de achtbare Minister er bij, dat het wetsontwerp de vroeger bij de politie bewezen diensten niet heeft willen uitsluiten.*

De heer Berryer, die ondertusschen den heer Carton de Wiart had opgevolgd, als Minister van Binnenlandsche Zaken, werd gepolst omtrent de wijze, waarop hij den toestand inzag, en hij drukte het gevoelen uit dat het onmogelijk was het vraagstuk op te lossen door middel van een verklarend omzendbrief; aldus werd de zaak andermaal bij de Kamer aanhangig gemaakt.

Uit de afgelegde verklaringen blijkt dus dat de behandeling van het eerste

voorstel den invloed heeft kunnen ondergaan van de dwaling die zich voordeed in den geest van den achtbaren Minister van Binnenlandsche Zaken, met betrekking tot het werkelijk bedrag van de wedden, door het ontwerp toegekend aan de politiecommissarissen en aan hunne adjuncten

Het hoogste wettelijk minimum, dat een politiecommissaris der eerste reeks (gemeenten van meer dan 50,000 inwoners) volgens de wet van 1921 inderdaad kan bereiken, bedraagt 13,000 frank, niet 20,250 frank.

Dat is dus een verschil van 20,250 — 13,000 = 7,250 frank minder.

Bij monde van den Minister van Binnenlandsche Zaken had de Regeering zich nochtans aangesloten bij het voorstel, ofschoon het, volgens de meening van den geachten Minister, aan de commissarissen 7,250 frank meer zou geven dan de wedde die werkelijk voorzien werd bij het ontwerp die de Kamer enkele oogenblikken later zou aannemen na de verklaring van den Minister.

De Middenafdeeling meent dat dit misverstand een ongunstigen invloed heeft gehad op de amendementen- Maenhaut en Vergels en zij is er van overtuigd dat de Kamer op de dwaling van den Minister is ingegaan.

Moet, onder die omstandigheden, de dwaling niet hersteld worden?

De Middenafdeeling meent eenparig ja.

Het valt echter te betwijfelen dat de Kamer zich zal aansluiten bij eene oplossing, die veel verder strekt dan deze, reeds door den heer Maenhaut bij wijze van amendement ingediend op het ontwerp van de Bijzondere Commissie, welke de voorstellen had onderzocht, waaruit de wet van 19 October 1921 ontstaan is.

Op dat oogenblik inderdaad stelde de heer Maenhaut alleen voor, het aantal dienstjaren, bij de politie doorgebracht *als commissaris of als adjunctcommissaris*, in acht te nemen voor de berekening van de nieuwe aanvangswedde. Heden gaat hij veel verder: hij wil de terugwerkende kracht uitbreiden over heel de loopbaan van den commissaris of adjunctcommissaris, met inbegrip van de diensten bij de politie, zelfs als politieagent of veldwachter.

Is het billijk, voor het vaststellen der wedden van de politiecommissarissen en hunne adjuncten ambten in aanmerking te nemen met een hoofdzakelijk verschillend statuut en met veel minder verantwoordelijkheid dan dit van het eerstvermeld ambt?

De politieagent of de veldwachter, die naderhand politiecommissaris of adjunct worden, zien door het feit zelf al van de voordeelen de betrekking welke zij verlaten om de hoogere voordeelen te genieten van het nieuwe ambt dat zij bekleeden.

De Middenafdeeling heeft dus gemeend zich met den steller van het ontwerp niet te moeten vereenigen voor geheel het ontwerp. Doch om de hooger aangegeven redenen stelt zij eenparig aan de Kamer voor, het ontwerp aldus aan te nemen: het eerste artikel zooals het voorgesteld wordt, artikel 2 gewijzigd als volgt:

ART. 2.		ART. 2.
<p>La deuxième phrase de l'alinéa 6 dudit article 127bis est complétée comme suit :</p> <p>« Les traitements révisés serviront</p>		<p>De tweede volzin van lid 6 van gezegd artikel 127bis wordt aangevuld als volgt :</p> <p>« De herziene jaarwedden worden</p>

de base pour établir le traitement initial et calculer les augmentations prévues ci-dessus en tenant compte des années de service passées dans la police, *en qualité de commissaire et de commissaire de police adjoint.* »

tot grondslag genomen om de aanvangswedde te bepalen en de bovengemelde verhoogingen te berekenen met inachtneming van de jaren dienst bij de politie, *in hoedanigheid van politiecommissaris en van adjunct-politiecommissaris.* »

De Verslaggever,

JAN RAMAEKERS.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.
